
MUMBAI
*FORUM SOCIAL
MONDIAL*
JANVIER 2004

Par Catherine Grèze



European Federation of Green Parties
EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35
E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

Chers amis,

De retour du Forum Social de Mumbai, où je représentais la Fédération Européenne des Partis Verts, et pour information, je vous transmets ci-joint la traduction du rapport que j'ai adressé à mes collègues de la Fédération et de la Coordination des Verts Mondiaux.

amicalement,
Catherine Grèze, déléguée à l'international

NB : je tiens à remercier Florent et Emilie pour leur traduction en français de ces documents

SOMMAIRE

P. 2 : Le compte-rendu

Annexe 1 : la présentation de la Charte des Verts Mondiaux

Annexe 2 : l'intervention de CG: "Partis politiques et Mouvements sociaux"

Annexe 3 : la déclaration en français faite à l'issue du Forum Social

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

FORUM SOCIAL MONDIAL : MUMBAI – JANVIER 2004

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE

1. Atmosphère générale

A/ Vous avez tous lu dans les journaux des descriptions de l'atmosphère autour du Forum social mondial à Mumbai. Je la résumerai en 3 P, les trois P qui m'ont frappée dès mon arrivée à Mumbai : Population, Pollution, Pauvreté.

Population : Mumbai est plein, plein de monde, de voitures, de vélos, de bus, et même de vaches... chaque centimètre carré est occupé et c'est là qu'on réalise que sans résoudre le problème de la démographie, on ne résoudra pas les deux autres problèmes...

Pollution : à Mumbai, on ne peut jamais vraiment "voir". Un énorme nuage de fumée et de pollution permanente prend à la gorge et pique la peau. On prend vite conscience qu'il faut ajouter à cela, le problème crucial de la pollution de l'eau, particulièrement grave à cette période de l'année, sans eau potable pour les hommes ou les animaux. D'énormes camions citernes marqués "pétrole" et peints de couleurs vives forment de longue file d'attente aux stations de pompage dans les campagnes, et viennent ensuite dans les villes livrer l'eau aux longues files d'attente des habitants...

Pauvreté : c'est bien sûr le « P » le plus marquant, en particulier quand en parcourant la ville à deux heures du matin on voit les trottoirs couverts de gens qui dorment dans les rues, à même le sol. Inutile de préciser que ceux qui vivent dans les bidonvilles ne sont pas beaucoup mieux lotis : ni électricité, ni eau courante...

Il y a cependant une classe moyenne importante, 300 millions de personnes, qui vit dans des conditions « décentes ». C'est parmi celle-ci qu'on trouve la plupart des intellectuels et des militants. Ils constituaient la majorité des participants au Forum Social Mondial.

B/ Atmosphère au Forum Social Mondial (FSM)

C'est la première fois que le FSM avait lieu en Inde, en Asie, après les trois premières éditions à Porto Alegre, ce qui a été un gros défi pour les organisateurs. IL n'y avait pas de soutien politique comme au Brésil, ni l'environnement amical de Porto Alegre. En fait, bien au contraire, le contexte politique était franchement opposé aux enjeux du FSM, le maire de la ville étant issu du parti nationaliste, très conservateur.

Le résultat en a été une atmosphère très étrange. La concentration de 80 000 personnes et de tous les événements ont eu lieu dans une zone fermée. Les participants manifestaient à l'intérieur même du Centre d'exposition, à l'exception des cortèges des travailleurs ruraux, des peuples indigènes et du mouvement Dalit qui ont convergé pour atteindre Mumbai à

l'ouverture du forum, et de plusieurs manifestation sur Bhopal. Il n'y donc pas eu comme à Cancun, par exemple, de confrontation violente avec le monde extérieur.

2. Le Forum Social Mondial et le Forum Parlementaire Mondial

Le Forum Parlementaire s'est concentré sur la question d'un nouvel ordre global, débattant principalement sur la paix et sur les questions économiques (l'OMC, la situation post-Cancun, etc.)

Les parlementaires Verts (députés nationaux et eurodéputés) y ont été très actifs, parmi eux étaient présents Camilo Roman Nogueira (Espagne), Danielle Auroi, Alain Lipietz et Didier Claude Rod (France), Inger Schörling et Per Gahrton (Suède), Nuala Ahern (Irlande), Pierre Jonckeer, Isabelle Durant (Belgique), Heidi Hautala et Satu Hasi (Finlande) et Heidi Hinterseer (Autriche).

Cependant, comme les deux forums avaient lieu en même temps mais pas au même endroit, les débats en ont été appauvris et cela n'a pas facilité les échanges entre partis politiques et mouvements sociaux, ce qui était un des enjeux du forum.

Cela a créé beaucoup de frustration des deux côtés. Il est regrettable que les parlementaires n'aient pas pu participer très activement au forum social mondial où se tenaient des centaines de stands, d'ateliers et quelques grandes plénières.

En effet, en Inde, le mouvement social n'est pas un concept vague comme il l'est parfois en Europe. Il est assez fréquent que les gens vous tendent leur carte de visite avec indiqué "Untel, du mouvement social X ou Y".

Ces mouvements sociaux à travers toute l'Inde sont engagés sur des sujets proches de l'écologie. Bhopal et la crise de l'eau potable ont durablement marqué les esprits...

Le programme du Forum Social Mondial traitait de thématiques variées telles : "souveraineté alimentaire", "militarisation et paix", "culture des médias et connaissance", "guerre contre les femmes et femmes contre la guerre", "Mondialisation et sécurité économique et sociale", "racisme et système des castes", "le travail", "le fondamentalisme religieux", "la gouvernance globale", "l'OMC", "les partis politiques et les mouvements sociaux."

Les ateliers ne bénéficiaient pas d'interprétation et la plupart des plénières étaient traduites uniquement en anglais et en hindi.

3/ Verts mondiaux

Avant tout je tiens à souligner ici la très forte implication des verts finlandais dans l'organisation des Forums. Les délégués finlandais étaient nombreux, de même, comme d'habitude, que les Brésiliens et les Italiens. Il y avait en revanche très peu d'Allemands.

Le continent asiatique est vital pour les Verts en tant qu'organisation mondiale. Nous avons déjà pris en compte cette donnée fondamentale lors du premier Congrès Vert mondial à Canberra, avec de fortes délégations venues d'Asie.

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

Le FSM a été une nouvelle occasion de développer nos réseaux et d'établir des contacts politiques rapprochés avec l'espoir, à moyen terme, de construire une force politique Verte en Asie.

Les préoccupations vertes sont très fortes et présentes en Asie et particulièrement en Inde, où, comme je l'ai dit, de nombreux mouvements sociaux sont très impliqués sur ces questions.

Je ferais même la comparaison entre certains de ces mouvements et le Green Belt Movement au Kenya qui pendant des années n'a pas été actif politiquement en raison du contexte culturel, avant de faire le pas du politique.

Deux rencontres Vertes se sont tenues grâce aux Verts finlandais et en particulier à Marko Ulvila de la Coalition pour l'environnement et le développement dont la participation a été cruciale.

Marko était à Mumbai quatre mois avant le début du forum, et a pris une part active dans l'organisation, nous permettant de tenir deux réunions mais aussi de participer en tant que Verts aux plénières politiques.

Satu Hassi, tout comme quand elle était ministre, a aussi beaucoup soutenu le processus, de même qu'Heidi Hautala,

A/ DIALOGUE INDO-EUROPEEN : JEUDI 16 JANVIER :

Ce meeting organisé par les Verts européens a eu lieu avant le début du FSM. L'idée était que malgré quelques campagnes indiennes connues dans le monde entier, malgré des figures connues comme Vandana Shiva, l'interaction entre l'Inde et l'Europe avait besoin d'être renforcée.

65 personnes ont participé à ce meeting considéré comme "le début d'un dialogue", initié par Heidi Hautala, Inger Schörling, Alain Lipietz et des leaders importants de mouvements environnementalistes et féministes indiens : Aruna Roy, Medah Patkar, Shekhar Singh, Uma Sankari, Mukta Sriwastra, Vasudahiva Kutumbakam, Vijay Pratap, etc.

B/ RENCONTRE DES VERTS MONDIAUX

Vendredi 17 janvier

Cet atelier de trois heures était co-présidé par Satu Hassi et moi-même.

De nombreux participants d'Inde, ainsi que des Verts de Suisse, du Portugal, d'Italie, de Finlande, d'Autriche, de France, du Népal, du Canada, du Kenya, de Belgique, du Royaume-Uni, d'Allemagne et d'Espagne.

La première partie a été consacrée à la présentation et à un débat sur les trois documents Verts, ou Manifestos, qui ont été préparés les années passées au niveau mondial :

- Le Memorandum de Johannesburg, présenté par Wolfgang Sachs de la Fondation Heinrich Böll
- Le Manifeste Mondial de la démocratie écologique, présenté par Marko Ulvila de la Coalition pour l'environnement et le Développement, de Finlande
- La Charte des Verts Mondiaux, présentée par moi-même (cf. annexe 3).

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

Le Mémorandum de Johannesburg n'est pas une plate-forme politique mais un Mémo sur ce qu'aurait dû être l'agenda du Sommet de la Terre et fait une évaluation des dix ans écoulés depuis Rio 92. Johannesburg n'a pas été un sommet soutenable mais un sommet sur le développement, terme vague qui peut aussi bien faire référence à la construction de gratte-ciel qu'à l'installation de latrines...

Depuis lors, et après Johannesburg, on peut dire que rien n'a changé.

Le Manifeste mondial de la démocratie écologique est un document intéressant avec une approche différente qui donne à la démocratie une place centrale. L'idée consiste à développer une technologie verte mondiale. L'application au secteur agricole est développée, ainsi que la relation au pouvoir et la nécessité de transparence.

La Charte des Verts mondiaux (cf annexe 3).

La différence avec les deux précédents documents est l'approche la visée politique de la Charte. L'idée initiale était d'avoir une plate-forme politique commune au niveau mondial malgré nos différences culturelles, historiques et politiques.

Le débat qui a suivi s'est révélé extrêmement constructif. La Charte était disponible en anglais, en français et en hindi. Les participants avaient lu les documents et préparé des commentaires et étaient très réactifs.

Le principal commentaire sur la Charte est que c'est un très bon document. Les militants indiens ont beaucoup apprécié qu'il soit disponible dans leur propre langue.

Néanmoins, deux critiques principales ont émergé du débat :

- la Charte est écrite d'un point de vue humain qui ne laisse pas assez d'espace aux droits des autres espèces, et à une approche de la Nature comme un tout. Pour les lecteurs indiens et asiatiques, les différentes cultures ne sont pas assez prises en compte et le document est trop centré sur l'Europe. Cette remarque est d'autant plus intéressante quand on pense qu'en Europe, le principal reproche fait à la Charte est qu'elle n'est pas assez « pragmatique" !
- Le deuxième point développé par plusieurs intervenants est celui de la relation et, à leurs yeux, de la contradiction entre les approches sur l'aide au développement par opposition à la notion d'autosuffisance. Les Indiens sont fermement opposés à la première approche et préfèrent nettement la seconde. Ce débat a mis en lumière une approche très différente des Asiatiques et des Africains.

La réunion des Verts mondiaux avait bien sûr un caractère "informel" dans la mesure où la Coordination des Verts mondiaux n'a pas été en mesure de se réunir depuis Canberra.

Cependant beaucoup de pays étaient représentés et il y eu un échange d'informations de qualité : principalement sur la situation en Inde, avec tous les mouvements qui travaillent à la mise en place d'une Alliance Nationale et sont très proches de nos préoccupations. Shekhar Singh a fait un très bon compte-rendu sur ce point et il travaille à la construction de ce mouvement (nous avons eu l'occasion de discuter de ce point à plusieurs reprises par la suite).

Les Indiens m'ont fait l'impression d'être très pointus, actifs, représentants des mouvements concrets et désireux d'aller plus loin.

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

Ils connaissaient mal la Fédération des Verts Asie / Pacifique et une de nos tâches avec Marko va être de faire les interfaces. Une liste de contacts va être envoyée aux représentants de la Fédération Asie/ Pacifique via Margaret, qui est dans la Coordination des verts mondiaux.

Plusieurs questions ont été posées sur la situation africaine.

Gathuru Mburu, collaborateur de Wangari Maathai, nous a fait un rapport complet sur la situation au Kenya et l'action des Verts au gouvernement.

Un parallèle intéressant a été fait entre l'histoire du Green Belt Movement au Kenya et la construction d'un mouvement Vert en Inde.

Les difficultés de la Fédération des Verts africains à s'organiser tiennent essentiellement à des problèmes de communication : l'Afrique de l'Ouest étant francophone, et l'Afrique de l'Est et du Sud essentiellement anglophone. Il y a aussi une absence de volonté politique de faire avancer les choses.

Les Kenyans nous ont aussi donné un compte rendu du réseau écologiste organisé par le Green Belt Movement en structure parallèle au parti.

Plusieurs questions ont été débattues : la question du prochain Congrès des Verts mondiaux doit naturellement être fixée par la Coordination. Trois propositions semblent plausibles : le Kenya, les Etats-Unis ou la Finlande.

Le Congrès des Verts Européens à Rome, auquel participeront des représentants de tous les pays, sera aussi l'occasion d'en débattre.. Après cela la Coordination sera en mesure de décider si ce sommet est réalisable en 2006, et où.

Nous allons essayer de trouver des fonds pour que quelqu'un d'Inde vienne à Rome, ainsi que quelqu'un du Kenya.

L'Australie, les Etats-Unis et le Brésil seront représentés. J'ai aussi fait une rapide présentation des documents publiés par la Coordination des Verts mondiaux sur Ingrid Bettancourt, le Moyen, Orient et le changement climatique.

Annie Goerke a envoyé un rapport écrit sur la situation aux Etats-Unis et les difficultés à venir de la campagne dans la mesure où Ralph Nader a décidé -à ce jour- de ne pas faire campagne pour les Verts.

En dépit de l'absence d'une réelle structure de travail et de financement au niveau mondial, je pense que cette réunion a montré qu'il est vital que garder cet échange quand et où l'occasion se présente. La discussion a montré qu'il y avait une réelle demande.

C/ AUTRES RENCONTRES VERTES.

J'ai par la suite eu d'autres rencontres avec des délégués indiens et finlandais afin de définir quelles pourraient être, concrètement, les étapes suivantes. Plusieurs idées ont été émises, que nous soumettrons à la Coordination.

Nous avons aussi eu une longue discussion avec le délégué du Kenya sur la situation là-bas, ainsi qu'avec les Portugais sur l'évolution politique.

Je dois ajouter qu'un "Green corner" a été tenu pendant toute la durée du Forum, où nous pouvions répondre aux questions des visiteurs qui étaient intéressés.

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

Après le Forum Social Mondial et suite à la campagne lancée par Vandana Shiva sur la question de l'eau, par une conférence, un événement médiatique a été organisé devant une usine Coca-Cola. Vandana Shiva et José Bové y ont participé aux côtés de députés Verts comme Heidi Hautala et Inger Shörling.

4/ Partis politiques et mouvements sociaux :

C'était l'enjeu pour les mobilisations futures et la campagne mentionnée ci-dessus a montré qu'il y a en effet des liens resserrés entre les deux en dépit de la suspicion apparue à Porto Alegre et qui pouvait aussi être perçue à Paris (St Denis)

La volonté de travailler ensemble a prévalu et les Indiens ont poussé dans cette direction. La grande plénière politique où les partis politiques pouvaient s'exprimer a bien reflété cela : y ont participé à la fois les leaders politiques et les grands leaders du mouvement social.

C'était le seul forum (sur dix) dans lequel les partis politiques pouvaient s'exprimer en tant que tel : Le président du Parti Communiste indien, le secrétaire général de Rifundazione Comunista, le Président de l'Internationale Socialiste et un ministre du gouvernement de Lula. J'y ai représenté la Fédération des Partis Verts européens (vous trouverez en annexe 4 mon intervention). De grands mouvements sociaux comme le CUT brésilien, Via Campesina et le National Alliance Movement ont aussi participé.

Du côté du mouvement social, il y avait une forte demande d'unité pour l'Inde.

Le Parti Communiste et l'Internationale Socialiste ont fait leur discours traditionnel : un rappel historique de ce que les travailleurs ont gagné grâce au Parti Communiste au XXème siècle, une explication confiante des socialistes que le monde devait les remercier pour tous les régimes démocratiques, où qu'on les trouve sur terre. Seule Rifundazione avait une approche plus complexe, remettant en question les approches politiques traditionnelles et en tant que Verte, j'ai senti un grand intérêt dans la salle et j'ai reçu un accueil très chaleureux pour l'approche de ce nouveau concept politique de l'écologie, de l'anti-productivisme au cœur de notre programme : de fait, cette attitude positive à notre égard est relativement nouvelle...

En dépit d'un très bon débat dans la plénière sur les partis politiques et les mouvements sociaux nous avons ressenti une réelle frustration dans le FSM : quelle allait en être l'issue ?

Enfin je tiens à remercier Gaby Koppers et Steeve Emmot qui ont travaillé sans compter leur temps et de manière très efficace pour les délégués européens et au sein de l'équipe d'organisation de forum afin de donner aux Verts une plus grande visibilité politique.

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

Catherine Grèze
European Federation of Green Parties

Annexe 3 :

Catherine Grèze
Fédération des Partis Verts Européens
Coordination Verte Mondiale

2001 : UNE CHARTE VERTE MONDIALE EST NEE :

PENSER GLOBAL, AGIR LOCAL

Introduction :

Avant de rentrer dans le détail du contenu de la Charte, de la manière dont elle a été rédigée et de ses objectifs, je voudrais juste que l'on réfléchisse ensemble sur le chemin parcouru.

Il y a 30 ans quand les premiers écologistes ont commencé à dénoncer l'immense fossé entre le Nord et le Sud et la finitude de la planète, quand les premières manifestations antinucléaires les ont unis, le monde entier se moquait d'eux !

Aujourd'hui, les faits sont plus forts que les mots...

Le Congrès Vert Mondial de 2001 et sa Charte :

La question à laquelle nous devons répondre au premier Congrès Vert Mondial était la suivante : est-ce que les écologistes ont la capacité de construire une structure et une stratégie commune à un niveau mondial afin de donner une réponse commune aux enjeux mondiaux que nous affrontons ? Sont-ils capables de produire un document pouvant les unifier et exprimer leurs valeurs, leurs principes et leurs priorités dans un plan d'action commun ?

Parce que nous sentions l'urgence d'avoir un socle politique commun capable de nous orienter et parce que nous étions conscients de notre responsabilité politique face aux problématiques mondiales, nous nous sommes attelés à l'écriture de la Charte.

Le contexte politique :

Il fut caractérisé par deux éléments : la menace croissante pesant sur l'environnement

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

(changement climatique, nucléaire) et la mondialisation entraînant une montée des inégalités sociales reposant sur la mutualisation toujours plus grande des coûts et à l'inverse la privatisation des profits (aussi bien entre Nord et Sud qu'au sein de chaque pays).

Parce que ces enjeux se retrouvent aussi bien aux niveaux local, régional et national, nous sentions qu'il était temps de donner une réponse au niveau mondial.

Ce travail a été rendu possible par la maturité politique grandissante des partis et mouvements Verts partout dans le monde. Le but n'est pas seulement de dénoncer mais bien plus de définir collectivement des stratégies pour renforcer nos actions.

Dans ce contexte, la Charte est le document qui nous donne l'orientation politique commune nécessaire et qui permet aux jeunes partis Verts de se référer à des valeurs partagées.

Soyons clairs : nous n'avons pas écrit un livre saint. Nous n'avons pas voulu effacer nos différences. Elles existent et sont de nature culturelles, historiques et politiques...

Pour le moment, tous les mouvements écologistes n'ont pas la même vision des relations entre l'être humain et la nature.

Nous ne sommes pas unanimes sur tout : le débat existe entre les partis ainsi qu'à l'intérieur des partis.

Actuellement, nous en sommes là : nous partageons une orientation politique que nous illustrons par un plan d'action commun et la Charte est une référence pour les nouveaux partis.

La méthode :

Deux ans avant le Congrès Vert Mondial, l'idée fut lancée par les Australiens d'élaborer un tel document. Du monde entier sont venus des échos positifs.

Le tout premier brouillon fut écrit sur la base de documents existants : du Canada, Taiwan, Brésil, Mexique, Australie, Nouvelle-Zélande, Etats-Unis, le Manifeste de la Fédération Européenne des Partis Verts, le groupe uni de Tasmanie et la Charte de la Terre.

Avant d'arriver à Canberra, nous avons eu au moins 6 projets successifs. Après avoir circulé à l'intérieur de chaque parti, chaque projet était discuté et amendé puis renvoyé de nouveau pour des avancées ultérieures.

Le texte prend la forme d'une brochure de 25 pages comprenant un préambule qui développe nos valeurs clés. Le document se divise ensuite en deux parties, la première reprenant les principes de notre programme :

1. La sagesse écologiste : définit la relation entre les êtres humains et la nature sur une planète aux ressources limitées.
2. La justice sociale : cette section développe notre vision d'un rapport juste entre le Nord/Sud
3. La démocratie participative : le rôle des citoyens et leur participation à chaque niveau de l'Etat et de la société.
4. La non violence

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

5. le développement durable
6. le respect de la diversité : culturel, ethnique, sexuel, religieux, etc.

La seconde partie, qui est la plus longue, est plus concrète sur les engagements que nous prenons. C'est en fait un plan d'actions.

La rédaction n'a pas été simple et le dernier projet n'a rien à voir avec le premier. Les approches furent très différentes : plus spirituelles en Asie et en Afrique, plus pragmatique du côté des Européens.

Un groupe référent (12 personnes, 3 par continent, nommées par leurs Fédérations) fut mis en place et, pendant un an, nous avons reçu des amendements, certains partis étant très actifs, d'autres moins. Certains amendements furent intégrés. Pour le reste, nous sommes venus à Canberra avec les quelques points pour lesquels nous pensions qu'un débat plus poussé était nécessaire. Pendant les derniers jours du Congrès, nous avons dû gérer plus de 200 amendements !! Je peux vous assurer que le groupe de référence n'a pas beaucoup dormi !!!

Il y a trois sujets sur lesquels un fort débat s'est engagé :

1. Economique : l'Organisation Mondiale du Commerce, le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale : est-ce que ces institutions devaient être réformées ou supprimées ?
2. la Sécurité : attitude pacifique ou intervention ? (ce débat avait lieu pendant le Kosovo). En fait, les positions étaient à peu près les mêmes que celles que l'on retrouve au sein des Verts Européens.
3. les enjeux sociétaux : sur ces thèmes, il n'y avait pas de réelles contradictions mais une approche différente due aux contextes culturels propres à chaque pays (par exemple sur l'avortement ou les droits homosexuels)

Des compromis furent trouvés (comme par exemple sur le débat réforme ou suppression de l'OMC aboutissant à une réforme radicale de l'OMC) qui a permis un vote unanime des 70 partis représentés.

Une fois le texte final adopté, nous avons exprimé nos valeurs, nos priorités et nos orientations politiques entre personnes et expressions aux approches très différentes : certaines plus spirituelles comme en Asie ou plus pragmatiques en Europe de l'Ouest. En soi, ce fut un véritable succès.

Avec tous ses défauts et lacunes, la Charte Verte Mondiale fut adoptée à l'unanimité : ce document prouve la naissance d'une nouvelle tendance politique mondiale : les Verts !

*Catherine Grèze,
Coordinatrice des Verts Mondiaux*

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

Catherine Grèze **European Federation of Green Parties**

Remerciements à Marc Lipinski, Florent et Didier Claude Rod pour leur relecture attentive

Intervention Catherine Grèze à Mumbai

LES PARTIS POLITIQUES ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX

Dimanche 18 janvier 2004

Liste des intervenants :

Jaio Vaccari, secrétaire général du CUT (Confédération Unie des Travailleurs), Brésil
Catherine Grèze, Fédération Européenne des Partis Verts, France
David Choquehuanca, Mouvement de la Terre, Bolivie,
Parakash Karat, Président du Parti Communiste, Inde
Luis Ayala, Président de l'Internationale Socialiste, Chili
Fausto Bertinotti, Secrétaire générale de Rifundazione Comunista
Aruna Roy, NCPRI, Inde
Olivio de Oliveira Dutra, Ministre PT, ex-Maire de Porto Alegre, Brésil

Débat présidé par :

Subhashini, AIDWA (mouvement de femmes), organisatrice du FSM, Inde
Alejandro Bendana, organisateur du FSM, Nicaragua

Intervention Catherine Grèze

Introduction

Depuis Porto Alegre, la nécessité de réfléchir sur la relation entre les mouvements sociaux et les partis politiques se fait de plus en plus sentir.

Cependant, n'oublions pas que ce débat n'est pas nouveau. En effet, il a commencé il y a bien longtemps, dès la naissance des les mouvements sociaux et des partis politiques.

Mon approche de ce débat est double : je vais essayer de vous donner une réflexion et des questions avec à la fois une perspective française, et en même temps bien sûr une perspective de Verte.

Définition

Avant de poursuivre plus avant, je pense que nous devrions aussi réfléchir à la définition, ou plutôt aux définitions des concepts dont nous parlons.

Parlons-nous "du" mouvement social", ou ne devrions-nous pas plutôt parler des mouvements sociaux ?

Parlons-nous de corps organisés, comme des syndicats, des ONG, ou parlons nous d'un mouvement inorganisé ?

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

Devons-nous croire que ces mouvements sont toujours progressistes ?

N'y a-t-il pas des groupes de chasseurs, des mouvements anti-immigration comme en Espagne, ou des groupes nationalistes, des intégristes religieux, qui sont aussi des mouvements sociaux ?

De ces quelques questions nous pouvons déjà constater que les choses ne sont pas aussi simples qu'elles y paraissent.

Les définitions traditionnelles pourraient être que, les mouvements sociaux portent la parole et les intérêts de certaines catégories de la population (comme les syndicats), voire de catégories plus large (comme les mouvements citoyens), souvent avec l'objectif d'obtenir quelque chose (mouvements pour les droits des femmes, contre le nucléaire, etc.)

De l'autre côté, les partis politiques sont traditionnellement définis comme des corps organisés tournés vers l'obtention du pouvoir afin de

- au mieux : transformer la société
- au pire : favoriser la concentration du pouvoir économique dans les mains de quelques uns
- ou plus simplement, prendre en main la gestion quotidienne de la société.

Une perspective historique française :

J'ai mentionné plus haute que le débat que nous avons aujourd'hui n'est pas nouveau. En effet, c'est un débat récurrent dans l'histoire moderne, comme l'illustrent les relations entre syndicats et partis.

Si nous regardons ce débat d'une perspective historique française, qui est à beaucoup d'égards comparable à l'évolution du monde occidental, nous pouvons distinguer 5 périodes :

- Avant la IIème guerre mondiale
- L'après-guerre et la décolonisation
- 1968
- les années 1980
- Aujourd'hui

Avant la deuxième guerre mondiale, on peut dire que le mouvement social était de fait assimilable aux syndicats. En dépit du fait que, officiellement, les syndicats étaient indépendants, les liens avec les partis politiques étaient directs : les exécutifs des syndicats étaient en fait composés de membres des partis politiques, qu'ils soient communistes ou socialistes. Les syndicats exprimaient les positions des partis politiques auxquels ils étaient affiliés.

1947 est une date qui a marqué un tournant. Les grandes grèves ont été menées par des syndicalistes de la base contre la position officielle et contre l'avis des leaders des syndicats.

Ce nouveau conflit s'est accentué vers la fin des années 1950 et au début des années 1960 avec l'apparition d'organisations qui se battaient pour la décolonisation. Pour la première fois un réel fossé est apparu entre les positions prises par les partis politiques et celles des

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

mouvements sociaux sur les questions internationales. L'exemple de la France et de la guerre en Algérie en est un exemple très représentatif.

Beaucoup de militants syndicalistes de la base étaient clairement acquis à la cause de l'indépendance et rejetaient les positions des leaders syndicaux comme politiques, pour leur position et pour leur manque de transparence. Le Parti socialiste Unifié (PSU), un nouveau petit parti de gauche s'est créé à ce moment là, porte -parole de ces militants en conflits avec leurs leaders traditionnels.

Pourtant, globalement, le mouvement social a continué à s'exprimer au travers des syndicats et a continué à être très largement influencé par les partis politiques.

1968, en France, comme dans d'autres pays, a été la pierre angulaire avec un soulèvement général contre les institutions, y compris les partis politiques et les syndicats.

Pour la première fois, un mouvement social est apparu qui avait une autre forme : un mouvement qui comprenait des étudiants, mais aussi des travailleurs et des paysans.

Bien sûr, ces mouvements étaient toujours influencés par les militants politiques, principalement venus de groupes d'extrême-gauche, du parti Communiste du nouveau PSU. Mais la vraie nouveauté c'était qu'il y avait de plus en plus de ces mouvements sociaux qui n'étaient pas organisés selon la forme traditionnelle des syndicats.

Pour la première fois s'est posée la question d'une traduction politique pour ces mouvements. La réponse des partis politiques est restée la même qu'auparavant : révolution, réformisme, élections, etc.

L'échec était prévisible : l'aide droite conservatrice a remporté les élections suivantes et la gauche a donné l'impression d'avoir trahi les mouvements sociaux. Pire encore, les partis politiques ont donné l'impression de n'avoir pris en compte aucune des questions émergentes sur les femmes, les homosexuels, l'environnement, l'expression des citoyens, les relations Nord/Sud, etc.

L'image politique des années 1980 était :

- la social-démocratie était le modèle dominant pour la gauche (en France, en Espagne, au Portugal, etc.)
- Les partis communistes ont continué à décliner partout où ils avaient suivi la ligne stalinienne de l'URSS, ou dans d'autres pays ont viré vers la social-démocratie (eurocommunisme)
- Des groupes d'extrême-gauche ont continué à apparaître sans proposer d'alternative crédible

Le mouvement social dans les années 1980 est devenu très polymorphe, s'exprimant par le biais de toutes sortes de groupes, d'ONG, et ainsi de suite.

Pourtant, les objectifs du mouvement social étaient toujours en même temps concentrés sur des problèmes spécifiques plutôt que sur une approche globale. Aucun parti politique ne se faisait l'écho des mouvements sociaux dans ses diverses formes.

Naissance des partis Verts européens - la relation avec les mouvements sociaux :

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

Dans les pays industrialisés (Europe de l'Ouest, Etats-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande), les années 1980 ont vu la naissance de nouveaux partis fondés sur un nouveau concept : l'écologie.

Pour la première fois, une force politique a pris en compte la finitude de la terre, a mis en avant le caractère limité de nos ressources et en conséquence a pris une position clairement anti-productiviste aux racines même de son programme, en parallèle avec le refus de l'exploitation du Sud par le Nord.

Les Partis Verts ont été fondés par des militants venus des mouvements sociaux, d'associations, venus de mouvements qui se battaient pour les droits des femmes, pour l'environnement, en particulier d'associations antinucléaires, pacifistes, associations de consommateurs, etc.

En Allemagne, les Verts se sont créés pour être la force armée de ces mouvements sociaux à une période où la social-démocratie n'était plus perçue comme une expression suffisante pour ces militants.

En Europe de l'Est, les Partis Vert sont nés des mouvements de citoyens qui avaient conduit à la chute du mur.

En France, comme dans d'autres endroits, les Verts venaient aussi de mouvements d'extrême gauche, des partis socialistes et du Parti Communiste.

Le premier objectif de cette nouvelle force politique était d'offrir une voix institutionnelle aux demandes des citoyens.

La campagne présidentielle de Ralph Nader aux Etats-Unis illustre bien cette tendance. Venu du mouvement social, Ralph Nader était soutenu par beaucoup de groupes actifs de la société civile : des infirmières aux consommateurs, il est ainsi devenu le candidat des Verts qui refusaient de céder aux Démocrates. Il a recueilli 3 millions de voix.

En Europe, la stratégie adoptée était d'être à la fois partie prenante du mouvement social et à la fois présent dans les institutions, autrement dit de relayer les exigences du mouvement social dans les institutions.

Mais les partis Verts doivent affronter certaines faiblesses. Ils ne peuvent pas se prévaloir d'avoir participé à l'Histoire avec un grand H. Ils ont évolué séparément des syndicats de travailleurs et paysans qui favorisaient encore une conception productiviste et autocentrée sur des positions défensives. Ce fut très clair pour les mouvements antinucléaires ou dans les combats pour une industrie propre et sûre. Bien sûr, c'est encore plus évident à signaler ici dans un pays où Bhopal est localisé. Je suis moi-même de Toulouse, une ville dont vous avez certainement entendu parler pour l'explosion d'une grande industrie il y a quelques mois.

C'est un bon exemple du genre de difficultés qu'ont affrontées les Verts durant la lutte antinucléaire : pendant des années nous nous sommes battus pour la fermeture ou le déplacement loin des villes de ce type d'industries dangereuses et, dans ce combat, non seulement se sont opposés à nous les industriels mais aussi les syndicats de travailleurs, au nom de l'emploi.

Cependant, pendant longtemps, le Parti Vert n'était pas reconnu comme représentatif par une large part du mouvement social organisé et des syndicats.

Le double positionnement nous a finalement réussi au milieu des années 90. Et cela pour deux raisons principales : les Verts ont apporté un vent d'air frais dans le paysage politique datant des

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

années 80 et il était clair qu'ils n'avaient aucune intention de manipuler les syndicats et le mouvement social.

Ainsi, à la fin des années 90, les Verts étaient au gouvernement dans 11 pays (Belgique, Géorgie, Allemagne, Italie, Finlande, Lituanie, Pologne, Slovaquie, Ukraine).

Ce qui est arrivé ensuite est très intéressant dans l'analyse des relations entre mouvements sociaux et partis politiques. Il y eut en effet quelques conséquences à la participation des Verts au gouvernement :

- Premièrement ils ont obtenu des succès (droits pour les homosexuels en France, développement significatif des énergies renouvelables en Allemagne, etc.). La mobilisation pour ces thématiques s'est donc arrêtée (comme le canal Rhin-Rhône).

- En souhaitant que certaines mesures soient adoptées, les Verts ont dû faire des compromis. Oh ! J'ai juste prononcé LE GROS mot! « Compromis », le mot « honni », celui dont les membres les plus radicaux des mouvements sociaux nous accusent en dénonçant notre trahison.

- les propositions des Verts sont parfois mal comprises ou déformées. Un exemple. Face au taux élevé de chômage lié au système économique libéral, les travailleurs sont désespérés. Pour eux, les conceptions anti-productivistes et la réduction des heures de travail que nous proposons dans l'optique de partager l'existant étaient perçues : dans le meilleur des cas dans un objectif à long terme ; dans le pire des cas comme une menace immédiate sur l'emploi.

La stratégie des mouvements Verts est remise en cause pour toutes ces raisons : bien sûr, il est plus simple d'être soit uniquement du côté institutionnel, soit uniquement du côté de l'opposition qui se contente des critiques.

→ Dans les années récentes, à côté de ces groupes avec des buts spécifiques, un mouvement plus général est apparu avec un nouvel agenda et une mobilisation générale contre la mondialisation. Et nous sommes aujourd'hui en train de participer à ce nouveau mouvement.

Ce qui est nouveau, c'est que par l'étendue de ces revendications, ce mouvement social global a adopté la même attitude qu'un parti politique. Un combat efficace contre la mondialisation ne peut pas uniquement se dérouler dans la rue. Il a besoin de trouver un moyen de s'exprimer politiquement.

C'est une question pour nous tous qui sommes à la fois actifs dans ces mouvements sociaux et dans nos propres partis politiques (cela peut-être le Parti Communiste, l'Extrême Gauche, les Socialistes ou les Verts).

Vous comprenez que cette question est vitale pour les Verts : ils sont venus du mouvement social afin d'être une expression politique de ces mouvements sociaux. Malheureusement, ils ne le sont pas, ou plus, ou pas assez.. Mais croyez-moi, la volonté est toujours là !

Questions

Je n'ai pas de réponse toutes faites : nous sommes ici pour penser ensemble. Cependant j'ai quelques questions ou plutôt interrogations.

Les mouvements sociaux sont nés pour exprimer leur refus de quelque chose.... nés pour être contre !

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

Ne devrions nous pas ici nous positionner pour exprimer des propositions en pour : être en faveur de ! ?

Il y a eu bien sûr déjà une évolution. En français, le terme "antimondialisation" a été retiré du vocabulaire et substitué par "altermondialisation".

Je vois 4 séries de questions auxquelles nous devons réfléchir collectivement :

- L'orientation politique
- La stratégie
- La démocratie
- L'expression d'un parti politique

→ L'orientation politique

Derrière la question de la stratégie, nous les Verts pensons que si nous voulons un monde meilleur ou si nous voulons changer le monde, cela sera uniquement possible en mettant en avant le concept de développement soutenable. Ce n'est pas un concept vague. Concrètement, cela signifie que nous sommes destinés à prôner une orientation anti-productiviste parce que les ressources sont limitées. Je pense qu'il est nécessaire que ce débat sur l'orientation politique ait lieu à l'intérieur du mouvement social. Il aura lieu entre militants politiques, militants des mouvements sociaux qui sont en même temps des membres de partis politiques et tous les citoyens qui souhaitent un changement.

→ La stratégie

Est-ce que le mouvement social (et pas seulement les altermondialistes) doit rester une force indépendante de pression sur les partis qui existent ou gouverneront ?

Ou bien le mouvement social lui-même doit-il exprimer ses objectifs comme une partie d'une force politique ? Cette position alternative impliquerait une transformation de facto vers une nouvelle entité politique similaire à celles existantes...

→ Quand je parlais de la nécessité d'un débat d'orientation, je mentionnais la démocratie.

Je voulais clairement préciser que cette question était une question de démocratie à l'intérieur du mouvement social : nous avons besoin de ce débat sans aucune manipulation.

Les partis politiques ne sont pas parfaits. Nous le savons tous.

Maintenant, nous savons que les mêmes questions se posent dans tous les groupes : qui parle ? au nom de qui ? sous quel contrôle ?

Qui ? Ceux qui parlent le plus fort ? Les plus activistes ? Avec quelle délégation ?

Nous devons éviter de donner une image idéale des mouvements sociaux face aux "méchants" partis politiques.

Dans les partis politiques comme dans les syndicats, des votes ont lieu : les orientations sont débattues, les responsables et les porte paroles sont élus. Ils ont un mandat et peuvent être remplacés ...

Dans certains mouvements, n'importe qui peut parler au nom des autres et nous avons des exemples récents au sein d'ATTAC de débats sur comment les responsables ont été cooptés sans avoir été élus par les adhérents !

Il y a aussi la question de l'expression des minorités.

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

→ Partis politiques contre mouvements sociaux ?

A Porto Alegre, nous avons assisté à un climat de suspicion mutuelle entre les partis et les mouvements. Mais vraiment qui manipule qui ? Est-ce que les partis politiques progressifs et les mouvements sociaux ne sont pas en fait les deux faces d'une même pièce ? Et je demande cela en tant que militante Verte : est-ce que nos combats, nos luttes, nos objectifs, nos valeurs, notre responsabilité envers la planète ne sont pas les mêmes ?

N'est-ce pas un cercle vicieux ?

D'un côté, les partis politiques veulent être la voix des mouvements sociaux. De l'autre, les mouvements sociaux demandent aux partis politiques de porter leurs revendications dans les institutions : cela semble idéal.

MAIS

Les partis politiques doivent faire des compromis que les mouvements sociaux n'acceptent pas ou ne peuvent pas faire (comme par exemple celui sur la sortie du nucléaire en Allemagne où un compromis a été trouvé et, à l'opposé, les Verts quittant le gouvernement en Finlande quand le 5ème réacteur nucléaire fut voté).

Quand les compromis ont été faits et parce qu'ils ne correspondent pas aux revendications initiales et ne reflètent pas le poids que vous avez dans la société, les mouvements sociaux les critiquent et pensent qu'ils ont été trahis par les partis politiques !

Et, en même temps, les mouvements sociaux refusent souvent que les partis politiques soient présents dans leurs débats tout en leur demandant de porter leurs revendications.

De l'autre côté, les partis politiques tendent à utiliser les mouvements sociaux comme un réservoir de nouvelles idées et de militants.

Conclusion

Je vois seulement deux possibilités pour une relation future :

Soit nous sommes capables de définir un nouveau partenariat entre partis politiques et mouvements sociaux basé sur la confiance étant conscients qu'à chaque entité revient une tâche différente afin d'éviter la suspicion mutuelle, les manipulations...

Mais si, à la fin de la journée, nous sentons que ce partenariat n'est plus possible, alors le mouvement social n'aura pas d'autres choix que de créer sa propre force politique : avec la mise en place d'une organisation démocratique et internationale.

Mais ceci est un autre débat....

Quelque soit le choix, nous les Verts sentons l'urgence envers la planète. Nous tous ici présents assumons la responsabilité de casser ce cercle vicieux dont je parlais tout à l'heure.

Nous avons une responsabilité : nous devons répondre aux enjeux de la mondialisation si présentes ici en Inde. Et nous devons faire cela collectivement !

Merci.

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

DECLARATION FINALE DU QUATRIEME FORUM PARLEMENTAIRE MONDIAL

Bombay (Inde), le 19 janvier 2004

1. Au cours des trois dernières années, les réunions régulières du Forum parlementaire mondial (FPM) se sont tenues à Porto Alegre au Brésil. Pour la première fois en ce mois de janvier 2004, elle a lieu en Asie, à Bombay (Inde), conjointement avec le Forum social mondial (FSM), et à un moment de crise internationale grandissante. Ce quatrième Forum parlementaire mondial n'en prend que plus d'importance.

2. Dans le contexte de la mondialisation, le pouvoir des parlementaires et des législateurs d'appeler les gouvernements rendre compte et à légiférer librement a été ébranlé de manière délibérée. Nous réaffirmons notre autorité légitime à responsabiliser les autorités nationales et internationales. Nous allons travailler à inverser cette tendance à l'érosion de notre pouvoir souverain de légiférer.

3. Quatre ans après le fiasco de Seattle, l'échec de la cinquième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Cancun a montré que le système commercial actuel est non seulement en train de traverser une crise de légitimité, mais qu'il est également en train de s'effriter. Étant donné que le fossé entre les riches et les pauvres est en train de s'élargir de manière spectaculaire sous l'effet du système commercial actuel et sous l'autorité de l'OMC, le mythe selon lequel un commerce libre et sans entrave constitue la clé d'une prospérité mondiale est tout à fait discrédité. À présent il est grand temps de revoir les règles du commerce international et de promouvoir un commerce juste, équitable et durable, ce qui est bénéfique à toutes les nations et à tous les peuples, afin qu'il serve plutôt qu'il n'entrave la cause du développement social et durable. L'émergence de nouvelles alliances internationales telles que le G20 et le G90 indique que le besoin de changement se ressent à présent de manière plus généralisée que jamais.

Nous désapprouvons l'initiative lancée par les Suisses qui voudraient organiser une mini-conférence ministérielle de l'OMC en parallèle au Forum économique mondial de Davos en janvier 2005.

Nous, les participants du FPM, sommes profondément convaincus qu'un autre paradigme économique et commercial qui soit bénéfique à la majorité des populations à travers le monde est possible et nécessaire. Nous appelons les parlementaires et législateurs à entamer et à soutenir un large débat dans leurs parlements respectifs sur le développement autonome, le remaniement du système commercial mondial, en respectant et en incluant les points de vue et les demandes des mouvements sociaux et de la société civile en général et en donnant aux Nations unies le contrôle démocratique des institutions financières et économiques.

4. Les zones de libre-échange existantes et projetées au sein d'économies très inégales, étant donné que la zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) n'a pas engendré une juste redistribution de la richesse, ni une augmentation et une amélioration des emplois, ni une augmentation des salaires, ni un développement social et environnemental durable. Au contraire, conjointement avec les politiques gouvernementales irresponsables, les zones de libre-échange ont conduit à une concentration des structures de production entre les mains

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

de sociétés multinationales, à la violation des droits de l'homme et des travailleurs, à des déficits fiscaux et à une privatisation des biens communs tels que l'eau et l'énergie.

La levée de toutes les barrières commerciales et l'érosion des préférences commerciales entre partenaires inégaux n'engendre pas automatiquement un plus grand bien-être pour toutes les populations. Il faut se concentrer sur la diversification de l'économie, le renforcement d'infrastructures écologiquement saines, sur l'éducation, la santé, le système des transports sans lequel un pays ne peut tirer parti des ouvertures commerciales internationales.

Chaque pays doit avoir le droit de développer son propre potentiel économique et politique. Nous pensons qu'il faut accorder la priorité à l'intégration régionale sur la base de consultations et de consensus populaires, de prises de décision et de contrôles démocratiques, du respect des droits de l'homme et des droits sociaux tels que définis par les pactes et conventions internationaux, du développement durable et de la diversité culturelle.

Nous, parlementaires et législateurs, sommes déterminés à aborder ces exigences et à les traduire en propositions de loi en vue d'une intégration régionale pacifique en ce qui concerne les droits sociaux, le développement rural, la protection et la diversification des économies locales, la souveraineté alimentaire et la diversité culturelle.

Nous entendons également exiger l'application d'une régimes fiscal mondial (comme une taxe de type Tobin sur les transactions financières internationales, et sur les profits des sociétés commerciales...) qui contribuera à financer le développement des pays du tiers-monde.

5. Les négociations concernant l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) au sein de l'OMC constituent un danger pour les services publics d'un grand nombre de pays. Des demandes, provenant surtout des principaux pays industrialisés, d'ouvrir les marchés en vue de la commercialisation de l'enseignement, de la santé publique, de la culture et de l'accès à l'eau et à l'énergie, reflètent les grands intérêts économiques des sociétés commerciales. La privatisation et le manque de réglementation conduisent au monopole privé et ne servent pas les intérêts des pauvres, mais sapent encore davantage la possibilité de satisfaire leurs besoins fondamentaux. L'enseignement primaire lui-même, tellement essentiel à l'égalité entre les classes sociales et entre les hommes et les femmes, est menacé par les politiques actuelles.

Nous entendons prendre des initiatives dans nos parlements et assemblées législatives respectifs afin de demander à nos gouvernements de réexaminer et d'annuler les négociations de l'AGCS, afin que des dispositions puissent être introduites en vue de protéger les services publics et de garantir le droit des autorités publiques à légiférer. Nous soutenons les initiatives de se déclarer non liés par l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) que prennent les conseils municipaux et les gouvernements autonomes locaux de par le monde.

6. La question de l'eau prend actuellement une importance spéciale sur la scène internationale. Il est donc nécessaire d'établir clairement que l'accès à l'eau est un droit fondamental, qui ne peut être violé au nom des impératifs de profits. L'eau n'est pas une marchandise. L'eau est un élément naturel essentiel et irremplaçable pour la production alimentaire, les besoins de la vie de tous les jours et bien d'autres activités.

Comme il a été souligné dans la Déclaration de Rome de décembre 2003, il est urgent de reconnaître formellement que l'eau est un bien public, commun, selon l'économie dirigée, et de l'exclure de la catégorie des « biens et services marchands ».

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

La pauvreté et le manque d'accès aux ressources hydriques sont la cause de millions de décès dans les pays en développement. Aujourd'hui, alors que 70% de l'eau est utilisée dans le monde à des fins productives, un grand nombre de personnes n'ont toujours pas accès à une eau potable saine. La santé est une question importante mais la mondialisation économique néo-libérale et les programmes d'ajustement structurels augmentent le nombre de catastrophes sanitaires et entravent l'accès aux médicaments et aux soins de santé de base, car ils conduisent au démantèlement des structures de santé publique. En outre, l'accès aux médicaments est limité par le niveau élevé des prix et par les brevets détenus par les sociétés pharmaceutiques.

Nous, parlementaires et législateurs, soutiendrons les campagnes internationales lancées par les mouvements sociaux et les organisations de la société civile dans le but de protéger le droit à l'accès de tous à l'eau et de reconnaître que la santé est un droit humain fondamental.

7. Nous entendons nous battre dans nos parlements et nos assemblées législatives respectifs en vue de réformes agraires et afin que des terres soient données aux cultivateurs dans les pays où cette tâche est inachevée.

8. Sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale, les dettes extérieures ont constitué des outils efficaces pour empêcher tout développement socio-économique local. Alors que depuis la fin des années 80, James Baker insiste pour que l'Argentine paye la dette qu'elle a contractée sous une dictature, il demande à présent au Club de Paris d'annuler la dette de l'Irak... parce qu'elle a été contractée sous une dictature. Non seulement la politique de deux poids deux mesures est inacceptable, mais ce régime montre en outre que le système de la dette est un élément clé de la domination économique et politique. La question de la « dette odieuse » (héritage des régimes d'apartheid et dictatoriaux) n'est que la partie émergée de l'iceberg.

Nous, parlementaires et législateurs, nous engageons à annuler la dette extérieure des pays en développement, tout en nous battant pour l'établissement de « processus d'arbitrage justes et transparents », permettant aux citoyens concernés de participer à l'attribution des fonds en dehors de tout système de dette.

9. La guerre menée par l'administration Bush en Irak a été un des développements les plus dangereux de la situation politique internationale l'an dernier. Elle montre toutes les conséquences de la doctrine Bush de la « guerre préventive », de l'unilatéralisme américain. Elle a empiré la dynamique de guerre qui menace le monde actuel, créant de nouveaux obstacles à l'obtention d'accords politiques nécessaires dans un grand nombre de régions, comme dans le cas de la Palestine et d'Israël, de l'île de Mindanao aux Philippines ou de la péninsule coréenne. Une nouvelle impulsion a été donnée à la course aux armements et à la prolifération nucléaire. Il est évident que nous ne soutenons pas le régime de Saddam Hussein; nous soutenons la démocratie partout. Nous nous opposons fermement à l'intervention militaire et politique unilatérale des États-Unis en Irak et dans d'autres pays. Nous rejetons les tentatives des États-Unis de saper les processus politiques internationaux légitimes, en particulier ceux des Nations unies.

Au nom de l'antiterrorisme, les droits humains fondamentaux sont foulés et des populations comme les migrants et les demandeurs d'asile se trouvent dans une situation de vulnérabilité plus grande que jamais auparavant. Le gouvernement des États-Unis se libère des lois et des conventions internationales, comme le montre en particulier l'évolution scandaleuse de l'affaire des détenus de Guantanamo. Beaucoup de conflits violents en Afrique sont dus en grande mesure au rôle de quelques sociétés

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

multinationales occidentales désireuses de confisquer les ressources de ce continent. Il y a eu des tentatives menées par le monde des affaires d'établir des codes de conduite qui abordent les problèmes sociaux, environnementaux et des droits de l'homme. Ces sujets (l'initiative « Global Compact » des Nations unies, le Conseil mondial des Affaires pour le Développement durable) ont été utilisés pour faire du « greenwashing » (intox environnementale). C'est pourquoi la « responsabilité sociale des entreprises » doit de toute urgence être contrôlée de manière indépendante et ne peut pas affaiblir les législations nationales.

Les législations anti-drogues et anti-terroristes sont trop souvent utilisées contre les mouvements sociaux, comme le montrent de manière dramatique les cas de la Bolivie et de la Colombie. En Colombie, près de trois millions de paysans ont été déplacés en faveur de grandes sociétés, des syndicalistes se font assassiner, des communautés indiennes se font exterminer, la violation des droits de l'homme reste impunie tandis que l'intervention américaine et l'extension de la guerre menacent la société civile et les pays avoisinants comme l'Équateur, le Venezuela et le Brésil.

À l'heure actuelle, un devoir international majeur pour les parlementaires et les législateurs est de se battre contre la doctrine Bush de « guerre préventive », d'étendre la solidarité avec les peuples vivant dans les zones de conflit, de défendre les droits de l'homme, de défendre le droit des peuples à décider de leur propre avenir par des moyens pacifiques et démocratiques et de mettre fin à la course aux armements, y compris une interdiction universelle des armes nucléaires. Nous, parlementaires et législateurs, avons le devoir d'agir en tant qu'artisans de la paix et de chercher à mettre fin à la violence. Nous nous engageons à nous battre pour un nouvel ordre mondial basé sur le respect des principes de la Charte des Nations unies et des conventions internationales. Nous soutenons une réforme du système des Nations unies, à commencer par une restructuration et un élargissement du Conseil de sécurité afin d'augmenter la représentation des pays en développement et de renforcer la légitimité et l'efficacité du système des Nations unies.

10. Nous, parlementaires et législateurs, nous engageons à nous battre pour une campagne de ratification mondiale du Statut de la Cour pénale internationale et à déconseiller vivement aux parlementaires nationaux de signer les accords d'immunité bilatéraux avec les États-Unis en dépit de la perte de l'aide américaine.

11. L'impact combiné de la mise en œuvre, à l'échelle mondiale, des politiques économiques néo-libérales et des dynamiques de guerre est très marqué. On assiste à une érosion constante de la règle démocratique et des droits sociaux, avec des processus de remilitarisation dans un certain nombre de pays. Cette érosion favorise l'émergence de fondamentalismes et de sectarismes religieux, ainsi que le danger du terrorisme, qui cherche à rompre l'unité des peuples. Cette érosion contribue à la multiplication des obstacles à la revendication de l'égalité entre les femmes et les hommes et à la revendication des droits des minorités. Nous nous opposons à toutes les dictatures.

Nous, parlementaires et législateurs, reconnaissons l'importance spécifique, dans un tel contexte, de la montée actuelle des mouvements contre la mondialisation militaire et des affaires, l'importance de la lutte des travailleurs en vue de défendre les droits sociaux et les services publics, l'importance des mobilisations anti-guerre dans le monde entier et, en leur sein, des processus de forums sociaux. De nouveaux liens de solidarité se nouent, des mouvements de convergence internationaux en vue d'actions communes sont en train de se créer, des alternatives à l'ordre mondial économique et militaire dominant sont ici en train de se collectiviser.

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

12. En Asie du Sud particulièrement, où se réunit le quatrième FPM, nous, parlementaires et législateurs, reconnaissons l'importance suprême de la formation et de l'élargissement de l'unité des peuples contre le projet actuel de mondialisation formé par les sociétés commerciales et mené par le triumvirat du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC. Afin de réussir ce projet, de telles forces, dans des tentatives odieuses, insistent sur l'importance des différences basées sur l'ethnie, la race, la religion et les héritages moyenâgeux comme le système des castes. C'est pourquoi:

- Nous reconnaissons les efforts du peuple d'Asie du Sud pour mettre fin aux conflits régionaux et pour faire régner la paix par un processus de dialogue constructif visant à résoudre les litiges et à renforcer la coopération régionale.

- Nous reconnaissons l'affirmation croissante du mouvement des femmes qui s'oppose à la discrimination entre hommes et femmes et qui fait régner la justice entre les hommes et les femmes. À son tour, ce mouvement est confronté aux défis engendrés non seulement par les politiques économiques néo-libérales, mais aussi par les forces du fondamentalisme et du « revivalisme ».

- Nous apportons notre soutien à la revendication des groupes jusqu'ici rejetés et socialement opprimés en vue de l'obtention d'une justice sociale.

- Nous prenons note des préoccupations des minorités ethniques et religieuses concernant un ordre social juste et égal qui permettra leur participation en tant que partenaires et non en tant qu'adversaires, et y apportons notre soutien.

- Ce faisant, nous reconnaissons le besoin d'opposition non seulement aux gouvernements mais aussi aux forces du fondamentalisme, de l'obscurantisme et du sectarisme, qui rompent l'unité des peuples. Nous condamnons toutes formes de terrorisme, y compris le terrorisme individuel et étatique.

Le respect des identités culturelles (y compris le droit de parler sa propre langue) fait partie intégrante du développement durable de l'homme. Nous, parlementaires et législateurs de tous les pays, nous engageons à protéger le monde contre une culture unique et homogène et à prévenir la xénophobie. Le FPM se mobilisera contre les discriminations de tout genre – qu'elles soient d'ordre racial, sexiste, religieux, de caste, économique, politique, social ou territorial. Chaque citoyen du monde doit être traité avec dignité.

13. Le Forum parlementaire mondial et le Réseau parlementaire international (RPI) constitués après le premier FPM de Porto Alegre, en 2001, ont déjà entamé plusieurs campagnes sur des thèmes tels que la taxation des opérations financières, l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et la défense des services publics, sur le développement durable à l'occasion de la conférence de Johannesburg (« Rio+10 ») et sur l'OMC à l'occasion de la conférence de Cancun. Ces campagnes se poursuivent. Pour 2004, ils se mobiliseront plus particulièrement sur les thèmes suivants:

14. Le 20 mars sera un jour de mobilisation internationale contre la guerre et la doctrine Bush. C'est une occasion essentielle de se battre pour la paix mondiale, d'exprimer notre solidarité envers les peuples en lutte (comme en Palestine) et d'aborder les problèmes politiques des zones de conflit (comme l'Irak, la Palestine et Israël, le Pakistan et l'Inde, l'île de Mindanao, et la péninsule coréenne), et de mieux intégrer la demande d'interdiction universelle et généralisée des armes nucléaires dans le mouvement global pour la paix.

15. La question du développement social et environnemental sera soulevée de manière concrète à l'occasion de la réunion de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Sao Paulo en juin 2004 et à toute tentative visant à rétablir

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

l'autorité de l'OMC. Nous suivrons de près toute négociation future concernant l'OMC afin d'exprimer le besoin d'échanges commerciaux équitables pour tout le monde.

16. Nous exprimons fermement notre soutien au processus de transformation sociale au Venezuela et rejetons toute forme d'intervention étrangère.

17. Lors de la première réunion de la section latino-américaine du Réseau parlementaire international (RPI) qui eut lieu à Caracas en novembre 2003, il fut adopté une claire déclaration contre les négociations actuelles de la zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) qui se sont déroulées sans la participation des parlements des pays concernés, en violation des constitutions, excluant ainsi la participation souveraine des peuples. Nous soutenons pleinement cette évaluation et appelons à la cessation des négociations. Nous partageons la demande de la section latino-américaine de saisir les instances internationales des affaires de violation des droits de l'homme des migrants et de s'atteler à la tâche d'assurer la libre circulation des personnes sur tout le continent.

Nous soutenons les initiatives législatives visant à reconnaître tous les droits de l'homme, les droits sociaux, civiques et industriels des travailleurs immigrés, spécialement aux États-Unis et dans l'Union européenne (UE).

Depuis des décennies, le monde entier regrette les séries de violations des droits de l'homme perpétrées en Colombie. Depuis le début du mandat présidentiel d'Alvaro Uribe Velez, la situation a encore empiré. Nous exhortons le gouvernement à appliquer immédiatement la recommandation des Nations unies, et en particulier à démanteler les groupes paramilitaires, à faire à nouveau respecter les droits démocratiques constitutionnels en révoquant les décrets présidentiels, à protéger inconditionnellement les activistes sociaux, les défenseurs des droits de l'homme et les parlementaires de l'opposition politique, qui vivent constamment sous la menace de mort à l'heure actuelle. Nous exhortons également le gouvernement colombien à négocier un accord humanitaire afin de protéger efficacement la population civile de la violence de la guerre et à reprendre les négociations de paix. Cet accord serait le premier pas vers la libération d'Ingrid Betancourt, la candidate à la présidence qui fut kidnappée il y a bientôt deux ans, et toutes les autres victimes de kidnapping dans le pays.

18. Le Forum parlementaire européen s'est réuni pour la première fois en novembre 2003, à l'occasion du second Forum social européen. Le pôle européen du Réseau parlementaire international soutiendra les journées de mobilisation syndicale les 2 et 3 avril prochains et la journée d'action pour une Europe sociale le 9 mai prochain, à l'invitation de l'organe de coordination des mouvements sociaux.

19. Le Forum parlementaire mondial accueille favorablement la proposition de création d'un Forum parlementaire sud-asiatique afin de promouvoir dans cette région le mouvement parlementaire visant à défendre les idéaux établis dans la déclaration finale du FPM en 2004.

20. Le FPM et le RPI entendent se mobiliser pour défendre les parlementaires confrontés à la répression et à des menaces de mort à cause de leurs convictions progressistes.

21. Le FPM et le RPI défendront également les mouvements sociaux et les organisations de la société civile progressistes, ainsi que leurs membres, qui sont confrontés à la répression. Nous ferons campagne pour l'abolition de la peine de mort partout.

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int

22. Le FPM, le RPI et leurs membres continueront à soutenir le processus du forum social mondial et les campagnes menées par les mouvements sociaux et citoyens. Ils renforceront leurs liens avec eux et poursuivront le dialogue sur l'élaboration d'alternatives à l'ordre mondial actuel. Nous travaillerons en étroite collaboration avec les organisateurs du FSM en vue d'une interaction plus active avec les mouvements sociaux.

23. La cinquième réunion régulière du FPM se tiendra à l'occasion du prochain Forum social mondial (janvier 2005, à Porto Alegre).

European Federation of Green Parties

EP-LEO-2 C 85, Rue Wiertz, B-1047 Brussels, BELGIUM Ph (32) 2 284 51 35 Fax : 284 91 35

E-mail : rmonoe@europarl.eu.int